



N°093 | Mardi 07 octobre 2025 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS
8201

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

TRIBUNE UNIVERSITAIRE

L'Afrique de l'Ouest face aux risques économiques d'une fragmentation géopolitique durable

Pp. 2, 3 & 4

L'Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière. Malgré les crises et les fragilités qui traversent la région, il subsiste l'opportunité d'une refondation ambitieuse, combinant stabilisation proactive, diversification économique et gouvernance renforcée. « Si ces réformes sont mises en œuvre, la région pourrait transformer ses vulnérabilités en atouts et devenir un modèle de résilience », estime le professeur Koffi Sodokin dans une analyse présentée lors des Journées scientifiques internationales de Lomé en novembre 2024, et reprise dans les colonnes d'Imagine Demain.



L'ENTRETIEN ÉCO

Au BOAD Development Days,
Adama Mariko présente la coalition Finance in Common

P. 5



PUBLI-REPORTAGE

La LONATO accueille la 30^e
Tranche Commune Entente:
des millions en jeu, une
œuvre sociale et un appui à
l'entrepreneuriat

P. 6



FOCUS ÉTABLISSEMENT

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Adéquation formation-
emploi: ce que propose
l'institut «Univers XOESE»
à Lomé avec l'adoption des
«Open Badges»

P. 7

28 NOV 14 DEC 2025 **FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ**

Thème : « 40 ANS D'HISTOIRE, 20 ÉDITIONS : UN REGARD SUR LE PASSÉ, UN CAP SUR L'AVENIR »

FOIRE INTERNATIONALE DE **LOMÉ**

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

40 ANS

CETEF

L'Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière. Malgré les crises et les fragilités qui traversent la région, il subsiste l'opportunité d'une refondation ambitieuse, combinant stabilisation proactive, diversification économique et gouvernance renforcée. « Si ces réformes sont mises en œuvre, la région pourrait transformer ses vulnérabilités en atouts et devenir un modèle de résilience », estime le professeur Koffi Sodokin dans une analyse présentée lors des Journées scientifiques internationales de Lomé en novembre 2024, et reprise dans les colonnes d'Imagine Demain.

Résumé

L'Afrique de l'Ouest traverse une phase critique où la fragmentation géopolitique fragilise la cohésion régionale et met en péril les acquis de l'intégration. L'insécurité croissante et les tensions politiques compromettent la confiance, réduisent les échanges, freinent les investissements et ralentissent la transformation structurelle. Sans stabilité géopolitique, les ambitions d'intégration économique et monétaire demeurent hors de portée, confirmant que le développement et la sécurité sont indissociables. La refondation de l'intégration régionale suppose une réaffirmation claire, au plus haut niveau politique, des principes fondateurs de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il s'agit de la démocratie, la libre circulation et la coopération économique à des niveaux sous régionaux. Elle implique aussi l'acceptation d'une mutualisation accrue de la souveraineté dans l'intérêt commun. Le renforcement des prérogatives exécutives et coercitives de la CEDEAO, y compris la création d'une force régionale permanente de maintien de la paix, accroîtrait la crédibilité de l'organisation face aux ruptures non parlementaires de l'ordre constitutionnel. Mais l'intégration ne saurait demeurer un projet technocratique : elle doit devenir inclusive, portée par la société civile, les acteurs économiques, les parle-

L'Afrique de l'Ouest face aux risques économiques d'une fragmentation géopolitique durable

par Koffi Sodokin, Maître de Conférences à l'Université de Lomé

ments nationaux et les réseaux universitaires et culturels, afin de construire une conscience collective ouest-africaine. L'Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière : les crises actuelles révèlent les fragilités à plusieurs niveaux mais offrent aussi l'opportunité d'une refondation ambitieuse, combinant stabilisation proactive, diversification économique et gouvernance renforcée. Si ces réformes sont mises en œuvre, la région pourrait transformer ses vulnérabilités en atouts et devenir un modèle de résilience régionale. Ce sont les conclusions d'une analyse présentée par le Professeur Koffi Sodokin lors des Journées Scientifiques Internationales de Lomé en Novembre 2024 et à paraître dans le Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé « Actes des Journées Scientifiques Internationales de Lomé (JSIL-2024, XX^e édition), pp. 373-398. Université de Lomé, Togo. ISBN: 978-2-916789-80-4. »

Une région à la croisée des chemins

L'Afrique de l'Ouest a longtemps incarné l'espoir d'une intégration économique réussie sur le continent. Cet idéal s'est concrétisé en 1975, avec l'acte historique posé par le Président togolais Gnassingbé Eyadéma et le Président nigérian Yakubu Gowon, qui ont signé à Lagos le Traité fondateur de la CEDEAO. Leur vision était claire : dépasser les fragmentations nationales pour créer un espace commun de libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, et poser les bases d'un marché intégré capable de soutenir le développement. Dans ce sillage, la création en 1994 de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est venue renforcer ce projet en instituant une monnaie partagée et en consolidant les mécanismes de convergence économique. Ainsi, depuis l'acte de 1975, la région s'est engagée sur

la voie ambitieuse d'un marché commun, d'une monnaie unique à terme et d'une libre circulation effective, fidèle à l'esprit pionnier insufflé par Eyadéma et Gowon. L'idée était simple : unir ses forces pour être plus fort dans un monde où la taille des marchés et la stabilité politique conditionnent la prospérité. Mais depuis 2020, une série de secousses géopolitiques menace cet édifice. Coups d'État militaires au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger ; montée du terrorisme transfrontalier ; tensions sur le franc CFA et sur le projet de monnaie unique « ECO ». Autant de fractures qui fragilisent les acquis de l'intégration régionale.

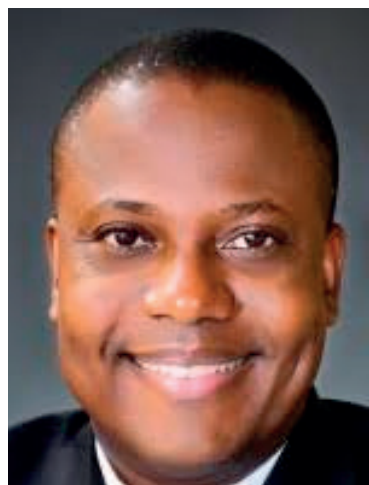
Dans une étude que j'ai menée sur la période 1990-2022 et à paraître dans Le Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé (J. Rech. Sci. Univ. Lomé), j'ai voulu comprendre comment ces ruptures politiques pourraient affecter concrètement l'économie ouest-africaine. En mobilisant des données couvrant quinze pays et un modèle économétrique (un Panel VAR, pour « modèle vectoriel autorégressif en panel »), j'ai construit un indice de « fragmentation géopolitique » pour l'Afrique de l'Ouest. L'objectif est de mesurer l'impact des coups d'État, des conflits armés et des crises politiques sur quatre piliers essentiels du développement : la croissance économique, les investissements étrangers, le commerce et la transformation structurelle. Les résultats nous révèlent que la fragmentation pourrait agir comme une véritable force de ralentissement économique.

La fragmentation géopolitique

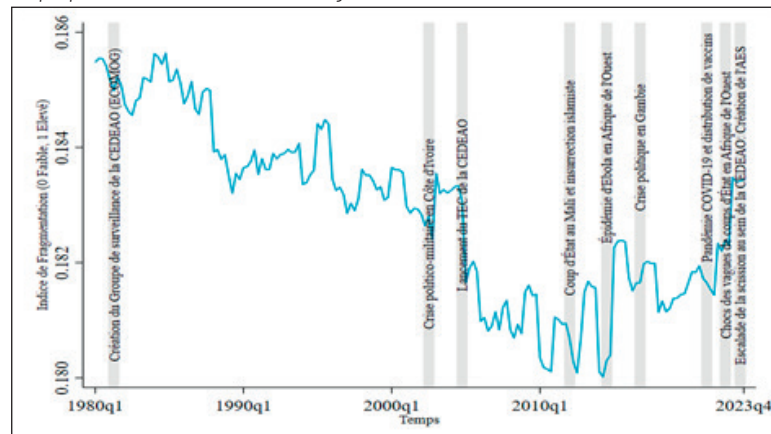
Comment quantifier un climat politique aussi mouvant que celui de l'Afrique de l'Ouest ? Pour dépasser les impressions générales et fournir un outil rigoureux d'analyse, l'étude a

construit un indice de fragmentation géopolitique spécialement adapté au contexte régional (Graphique 1). Cet indice agrège plusieurs dimensions objectives et qualitatives : d'une part, les événements institutionnels disruptifs tels que le nombre de coups d'État réussis ou de tentatives au cours d'une année ; d'autre part, les dynamiques sécuritaires, mesurées par la fréquence des conflits armés internes et transfrontaliers, ainsi que par le nombre d'attaques terroristes majeures enregistrées sur le territoire. À ces variables factuelles s'ajoute un indicateur de gouvernance issu de la Banque mondiale, qui évalue la stabilité politique et l'absence de violence. Ces différentes composantes sont normalisées et combinées afin de produire une mesure synthétique et comparable entre pays et au fil du temps. L'échelle de l'indice va de 0 (stabilité parfaite) à 1 (instabilité extrême) : plus un pays se rapproche de 1, plus il est considéré comme fragmenté, en proie à des ruptures institutionnelles non parlementaires, des conflits armés ou une fragilité sécuritaire profonde. Cette démarche permet de transformer une réalité souvent décrite de manière qualitative en un outil quantifiable, rendant possible l'analyse statistique des liens entre instabilité géopolitique et performances économiques. Elle ouvre ainsi la voie à une lecture dynamique

des trajectoires nationales, en montrant comment la montée ou le reflux de la fragmentation influe directement sur la croissance, les investissements, le commerce et la transformation structurelle. Derrière les valeurs abstraites se cache en réalité l'expérience vécue de millions de personnes : pour un commerçant transfrontalier, c'est la crainte qu'une frontière se ferme du jour au lendemain et bloque ses marchandises ; pour un investisseur local, c'est l'hésitation à engager des capitaux dans une usine, de peur qu'un changement politique soudain vienne remettre en cause ses droits de propriété ; pour une famille, c'est l'angoisse de voir ses conditions de vie se dégrader en raison de l'insécurité ou de la paralysie des services publics. L'indice quantifie ce climat d'instabilité en donnant une mesure objective à ce sentiment diffus de vulnérabilité. Il agit ainsi comme un thermomètre politique et sécuritaire : plus il s'élève, plus il signale que les marges de manœuvre économiques se réduisent, que la confiance se détériore et que les perspectives de développement s'éloignent. En condensant ces réalités multiples dans une échelle unique, il devient possible de comparer les pays, de suivre les évolutions dans le temps et d'alerter sur les risques futurs, offrant ainsi aux décideurs un outil d'anticipation stratégique.



Graphique 1. Evolution de l'indice de la fragmentation dans la CEDEAO entre 1990 et 2022

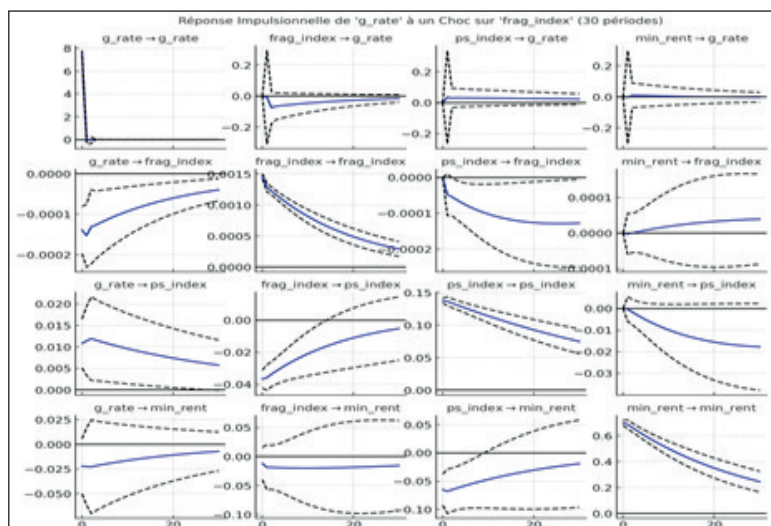


Source : Auteur

L'instabilité géopolitique pourrait mener à une crise économique systémique

Les résultats des simulations confirment une réalité préoccupante : les secousses politiques pourraient se traduire presque immédiatement par un ralentissement de l'économie. Comme le montre le graphique des réponses impulsionnelles, un choc majeur de fragmentation entraînerait dès la première période une baisse du taux de croissance du PIB réel d'environ 2 points de pourcentage par rapport à sa trajectoire de référence (Graphique 2). L'impact ne se limiterait pas au court terme : la courbe atteindrait un creux entre la 1^{re} et la 2^e année, avec une perte cumulée oscillant entre 2 et 3 points de croissance par rapport au scénario contrefactuel. La reprise serait lente : il faudrait près de cinq années pour que la croissance commence à converger vers sa tendance de long terme, et même dans ce cas, l'effet resterait négatif sur l'ensemble de la période simulée. Ces résultats suggèrent que l'instabilité institutionnelle ne détruirait pas seulement la croissance immédiate : elle effacerait plusieurs années de progrès économique potentiel. Les pertes ne seraient pas uniquement comptables : elles signifieraient concrètement des routes jamais construites, des écoles inachevées, des emplois disparus avant même d'avoir existé. La fragilité de la reprise serait particulièrement marquée dans les pays enclavés et dépendants des ressources primaires, où chaque choc retarderait durablement la convergence avec les autres économies de la région. L'instabilité fonctionnerait ainsi comme une force économique régressive, dont les effets cumulatifs plongeraient les pays dans un cercle de retard structurel.

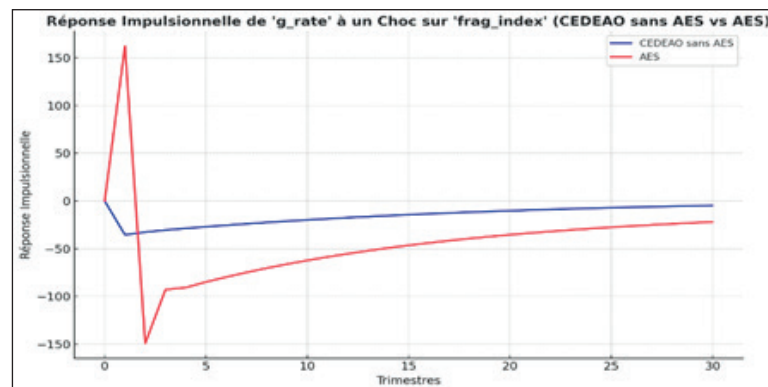
Graphique 2 : Réponse impulsionnelle du taux de croissance du PIB à un choc de fragmentation géopolitique (indice frag_index) – (Ensemble des pays de la CEDEAO)



Source : Auteur

L'analyse comparative entre les économies de l'Alliance des États du Sahel (AES) et les autres membres de la CEDEAO (Graphique 3) révèle une asymétrie fondamentale dans les mécanismes de résilience économique. La magnitude différentielle des chocs (-150 points de base pour l'AES contre -100 pour les autres pays) reflète une configuration structurelle de vulnérabilités accumulées : dépendance aux ressources primaires, fragilité institutionnelle, exposition géographique. Ces résultats confirment un potentiel ralentissement des investissements publics, projets de développement suspendus, difficultés accrues pour les entreprises locales.

Graphique 3 : Réponse impulsionnelle du taux de croissance du PIB à un choc de fragmentation géopolitique (indice frag_index) – (CEDEAO sans AES et AES)



Source : Auteur

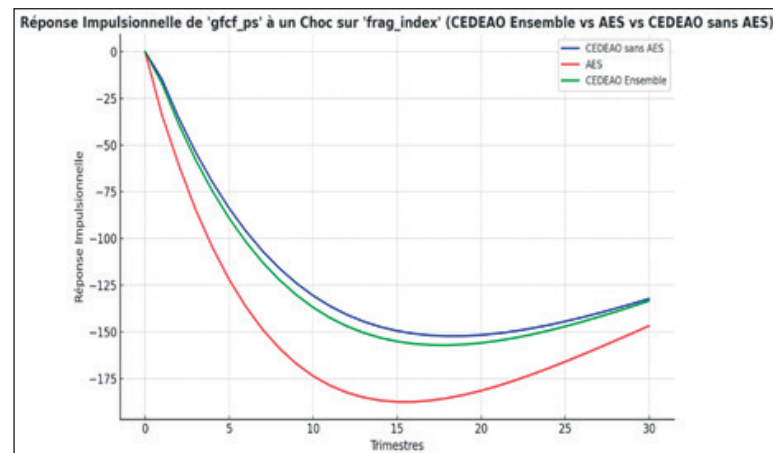
Les investisseurs étrangers pourraient fermer le robinet

Le deuxième canal est celui des investissements directs étrangers (IDE). La confiance des investisseurs repose sur la visibilité à long terme, or toute instabilité politique introduit un risque juridique et financier qui décourage l'engagement de capitaux. L'analyse montre que les épisodes de fragmentation géopolitique entraînent un repli marqué des IDE dans l'ensemble de la CEDEAO, mais l'impact est particulièrement prononcé dans les pays de l'Al-

liance des États du Sahel, où la dépendance aux ressources primaires, la fragilité institutionnelle et l'insécurité chronique amplifient la perte de confiance (Graphique 4). Alors que certains pays côtiers de la CEDEAO parviennent à regagner plus rapidement l'attention des investisseurs une fois la stabilité restaurée, les économies sahéliennes pourraient connaître, toute chose égale par ailleurs, des décrochages plus durables, limitant leur capacité à financer des projets industriels, miniers ou d'infrastructures. Cette asymétrie illustre une double fracture : la fragmentation réduit globalement l'attractivité régionale, mais elle creuse surtout l'écart entre les pays sahéliens

et le reste de la communauté. Dans une région où les IDE sont essentiels pour financer les infrastructures et diversifier les économies, leur effondrement compromet les perspectives de long terme.

Graphique 4 : Réponse impulsionnelle des IDE (% PIB) à un choc de fragmentation – (Ensemble CEDEAO, AES et CEDEAO sans AES)



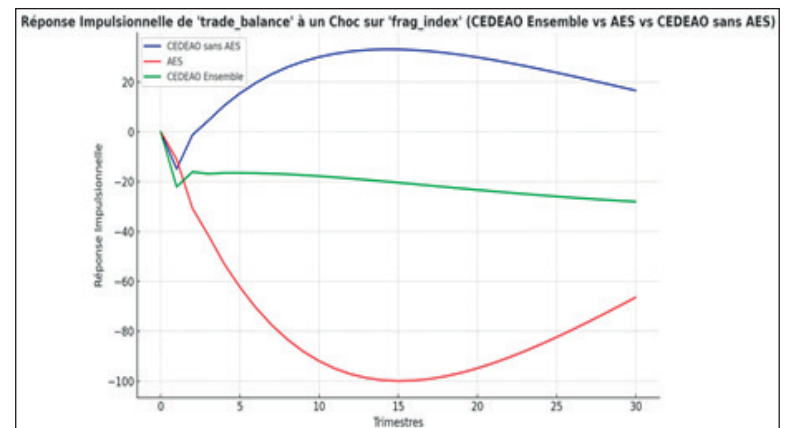
Source : Auteur

Le commerce intrarégional pourrait être le grand perdant

L'Afrique de l'Ouest souffrait déjà d'un faible niveau d'intégration commerciale, avec moins de 15 % des échanges réalisés entre pays de la CEDEAO. Les crises récentes pourraient accentuer encore ce déficit. Les estimations montrent qu'après un choc de fragmentation, le com-

merce d'un pays pourrait reculer sensiblement, avec des effets particulièrement marqués dans les économies de l'Alliance des États du Sahel. Dans ces pays enclavés et exposés aux conflits transfrontaliers, les routes coupées, les frontières fermées et les sanctions régionales se traduisent par un isolement brutal et une contraction durable des flux commerciaux (Graphique 5). À l'inverse, certains États côtiers de la CEDEAO, disposant de meilleures infrastructures et de ports ouverts, parviendraient à amortir partiellement le choc et à relancer plus rapidement leurs échanges. Cette asymétrie révèle une intégration à deux vitesses : alors que la CEDEAO dans son ensemble pourrait voir ses ambitions de marché commun fragilisées, l'AES subirait un décrochage plus prononcé, compromettant les dynamiques de convergence et réduisant la capacité des entrepreneurs sahéliens à s'internationaliser.

Graphique 5 : Réponse impulsionnelle de l'ouverture commerciale à un choc de fragmentation



Source : Auteur

La transformation structurelle pourrait s'essouffler

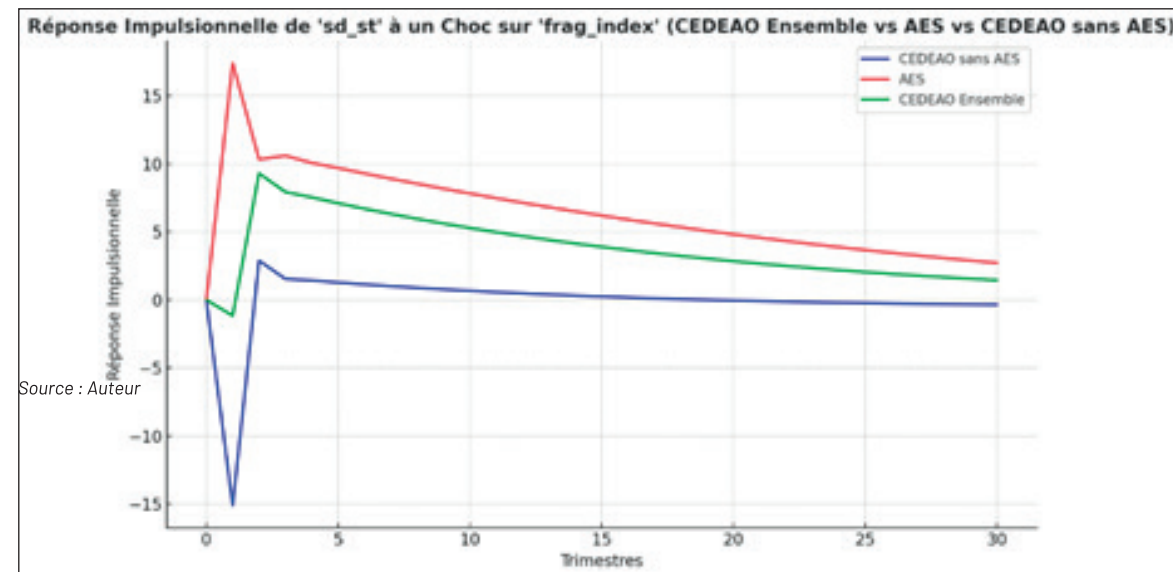
La transformation structurelle, indispensable pour diversifier les économies et réduire la dépendance aux matières premières, pourrait être fortement compromise par l'instabilité. Dans l'ensemble de la CEDEAO, les épisodes de fragmentation pourraient retarder les transitions industrielles et affaiblir les gains de productivité (Graphique 6). Toutefois, l'impact pourrait être, toute chose égale par ailleurs, particulièrement sévère dans l'AES, où l'insécurité récurrente décourage les investissements de long terme nécessaires à l'industrialisation et à l'agro-transformation. Les pays côtiers de la communauté, mieux insérés dans les chaînes régionales et disposant d'infrastructures plus robustes, réussiraient à maintenir un certain dynamisme productif malgré les turbulences. Cette asymétrie accentuerait le risque

d'un développement à deux vitesses : un AES enfermé dans une dépendance prolongée aux secteurs primaires, et un reste de CEDEAO qui, bien que fragilisé, conserverait davantage de perspectives de diversification.

ou la perturbation des routes sahéliennes entraîne des pertes considérables pour les économies voisines, en particulier celles dont l'accès aux marchés extérieurs dépend du transit par les pays enclavés. Ensuite,

par la dépendance aux matières premières et limitent la diversification des bases productives. Elles révèlent en outre une fracture interne : les pays de l'Alliance des États du Sahel, plus exposés aux conflits

Graphique 6. Réponse impulsionnelle de la transformation structurelle durable à un choc de la fragmentation (Ensemble CEDEAO, AES et CEDEAO sans AES)



Source : Auteur

Les fractures régionales pourraient s'accroître. Un constat majeur réside dans l'écart croissant entre les pays de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) et le reste de la CEDEAO. Les économies sahéliennes, caractérisées par une forte dépendance aux ressources primaires, une fragilité institutionnelle persistante et une exposition directe aux menaces sécuritaires, se sont supposés réagir plus violemment aux chocs de fragmentation. Leur croissance pourrait se contracter davantage et les trajectoires de reprise pourraient s'avérer plus lentes et incertaines. À l'inverse, certains pays côtiers de la communauté, disposant d'économies plus diversifiées et de meilleures infrastructures, pourraient montrer une capacité relative d'absorption et de redressement. Cette divergence accentuerait une fracture interne, faisant émerger une intégration à deux vitesses au sein de la CEDEAO, et mettant en péril l'objectif de convergence économique régionale qui constituait l'un des fondements du projet communautaire.

L'effet domino de la fragmentation géopolitique
L'instabilité d'un pays ne demeure jamais confinée à ses frontières. Elle pourrait se propager par plusieurs canaux interdépendants. D'abord, le commerce transfrontalier est directement affecté : la fermeture d'un corridor stratégique

les flux de réfugiés et de déplacés internes exercent une pression sociale et budgétaire sur les pays d'accueil, souvent déjà fragiles. Par ailleurs, la contagion de la méfiance des investisseurs agit comme un multiplicateur de risques : une crise localisée au Mali ou au Niger peut suffire à dégrader l'image de l'ensemble de la région et à détourner des capitaux qui auraient bénéficié à des pays relativement stables comme la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Togo. À cela s'ajoute l'effet d'imitation institutionnelle : l'effritement de l'ordre constitutionnel non parlementaire dans un État fragilise la légitimité des dispositifs régionaux dans leur ensemble. Cette combinaison de canaux démontre que la stabilité politique constitue un bien public régional : si un seul maillon vacille, c'est toute la chaîne de l'intégration économique et politique qui se trouve menacée.

Quelles leçons pour l'avenir?
Les États membres de la CEDEAO traversent une phase où les problèmes politique et sécuritaire fragilisent les fondements de l'intégration régionale : transitions institutionnelles non parlementaires récurrentes, insécurité transfrontalière et tensions internes entament la confiance des acteurs économiques, perturbent les flux commerciaux et découragent l'investissement productif. Ces dynamiques accentuent des vulnérabilités structurelles déjà marquées

et à l'isolement géographique, pourraient subir des chocs plus sévères et des reprises plus lentes que les États côtiers mieux connectés aux échanges régionaux, nourrissant une intégration à deux vitesses et compromettant l'objectif de convergence économique. Pour éviter une désintégration totale, plusieurs pistes cohérentes se dégagent : (i) renforcer la prévention des crises, en perfectionnant les systèmes d'alerte précoce et en institutionnalisant des médiations inclusives associant opposition, société civile et acteurs économiques ; (ii) créer des mécanismes de solidarité régionale, via un fonds de stabilisation capable d'amortir les chocs et une force régionale de maintien de la paix apte à intervenir rapidement ; (iii) restaurer la confiance des investisseurs, par des garanties juridiques crédibles et la sécurisation de corridors commerciaux assurant la continuité des échanges même en période de tension ; (iv) diversifier les économies, en réduisant la dépendance aux matières premières et en développant des filières à plus forte valeur ajoutée—agro-industrie, entrepreneuriat local, économie numérique ; (v) ancrer l'intégration dans la société, en intensifiant les échanges universitaires, les réseaux d'affaires et les programmes culturels afin de consolider une identité régionale partagée et de rendre le projet communautaire plus résilient aux chocs politiques..

Conclusion : une opportunité dans la crise

L'Afrique de l'Ouest se situe aujourd'hui à un carrefour décisif. Les chocs géopolitiques récents ont révélé la fragilité des institutions et les limites de l'intégration régionale telle qu'elle a été conçue jusqu'ici. Mais loin de condamner la région à la fragmentation, ces crises ouvrent une fenêtre d'opportunité historique : celle de redéfinir l'intégration sur des bases nouvelles, plus inclusives, plus résilientes et mieux adaptées aux défis du XXI^e siècle. À l'horizon 2030–2040, deux trajectoires sont possibles. La première est celle de l'inertie, où l'instabilité persistante prolongerait les cycles de crises, d'isolement et de désintégration économique. La seconde, plus ambitieuse, est celle d'une refondation stratégique complètement endogène : une CEDEAO capable de combiner stabilité politique, intégration économique et sécurité collective de manière complètement endogène. Dans ce scénario, les

États membres feraient de la résilience institutionnelle, de la diversification productive et de la coopération inclusive les piliers d'une intégration durable. Chaque rupture institutionnelle non parlementaire, chaque frontière fermée, chaque crise sécuritaire se traduit en croissance perdue et en investissements détournés. Mais avec des institutions solides, des mécanismes régionaux de solidarité et une gouvernance repensée, l'Afrique de l'Ouest peut, de façon complètement endogène, inverser la tendance et, d'ici deux décennies, devenir un modèle continental de résilience et de prospérité partagée.

RÉFÉRENCE

Sodokin, K. (2024). Fragmentation géopolitique et performances économiques en Afrique de l'Ouest. Actes des Journées Scientifiques Internationales de Lomé (JSIL-2024, XX^e édition), pp. 373-398. Université de Lomé, Togo. ISBN : 978-2-916789-80-4.

**AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES**
(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

N°012/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des Opérateurs Economiques que, dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge en souffrance sous douane, et afin de désengorger les parcs de vente d'automobiles pour inciter aux nouvelles commandes, il est institué une mesure de dépréciation de 20% sur la valeur en douane conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National. Cette mesure ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant déjà des avantages prévus par d'autres dispositions.

La présente mesure s'applique à compter du **1er septembre 2025** et prend fin le **15 novembre 2025**.

Le bénéfice des avantages de cette mesure de dépréciation s'étend jusqu'au **30 novembre 2025** par la liquidation et le paiement effectif des droits et taxes de douane dus. Passé ce délai, la dépréciation accordée sera automatiquement annulée.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour l'application correcte de cette mesure.

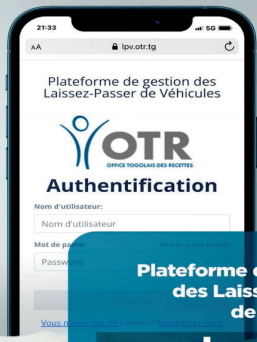
Fait à Lomé le 01 Septembre 2025

Philippe Kokou B. TCHODJE
Le Commissaire Général p.i

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

**OTR**
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES



Plateforme de gestion des Laissez-Passer de Véhicules

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Authentification

Nom d'utilisateur :
Mot de passe :
Veuillez cliquer sur le bouton "Se connecter"

Plateforme de gestion des Laissez-Passer de Véhicules

www.lpv.otr.tg

Plus simple plus rapide

Obtenez votre laissez-passer en ligne depuis chez vous. Fini les files d'attente !



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Au BOAD Development Days, **Adama Mariko** présente la coalition **Finance in Common**

Le forum « BOAD Development Days », organisé les 12 et 13 juin à Lomé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), avait pour thème : « Le financement de la transition énergétique et de l'agriculture durable : défis, opportunités et solutions ». L'événement a réuni de nombreuses parties prenantes, notamment des banques multilatérales de développement. Parmi les participants figurait Adama Mariko, directeur exécutif à la Mobilisation, aux Partenariats et à la Communication du groupe Agence française de développement (AFD). Il a participé au forum au nom de Finance in Common, un réseau mondial de banques publiques de développement, dont il est le secrétaire général.

Imagine demain : Lors de vos interventions, vous représentez Finance in Common. Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est ce réseau mondial ?

Adama Mariko : « Finance in Common » est une coalition créée en 2020, qui regroupe 530 banques publiques de développement dans le monde. Quand on parle de banque publique de développement, on pense d'abord à la Banque mondiale ou à la Banque africaine de développement (BAD), car ce sont des banques multilatérales. On n'imagine pas souvent qu'il existe également des institutions nationales qui travaillent pour leur pays, qui financent sans être connues à l'international. Et cela vaut aussi bien pour l'Afrique que pour les pays développés. En France, par exemple, la Caisse des Dépôts et de Consignations est la plus ancienne banque publique du monde, avec plus de 200 ans d'existence, et elle finance uniquement en France.

J'en profite pour préciser ce qu'est une banque publique, terme générique désignant un

organisme public détenu par l'État, sans réseau bancaire commercial, qui réalise des financements directs ou indirects, comme le FSA (Fonds de solidarité et de garantie). Ces organismes participent au financement des politiques publiques nationales ou régionales dans le cadre du système financier public. Les caisses de dépôt, par exemple, sont aussi des banques publiques, même si elles n'ont pas le statut bancaire officiel. Ce sont des organismes de financement du développement.

Il existe aussi des organismes publics qui financent l'entrepreneuriat, détenus par l'État, et qui réalisent des opérations directes.

Qu'en est-il des banques publiques en Afrique ?

En Afrique, il existe de nombreuses banques publiques, réparties de manière inégale selon les pays, mais on en compte environ une centaine selon la définition adoptée. Cela représente environ 20 % des banques publiques dans le monde. Le problème est leur taille : elles sont très petites. En additionnant la Banque africaine de développement et toutes les banques publiques existantes comme la Banque Ouest Africaine de Développement, Afreximbank, TDB, ou encore les banques de développement d'Éthiopie, du Malawi, d'Afrique du Sud ou du Maroc, on atteint un total de 230 milliards de dollars de bilan, soit à peine 1 % du total mondial. C'est peu.

Même si le nombre est élevé, la taille reste modeste. À titre de comparaison, la Caisse des Dépôts française dispose d'un total de bilan de 1 300 milliards d'euros, soit davantage que toutes les banques publiques africaines réunies. Cela illustre leur faible envergure, mais aussi leur potentiel de croissance. Ces banques peuvent jouer un

rôle crucial dans le financement des économies locales. C'est un levier encore insuffisamment exploité par les États. Elles doivent être renforcées. Notre message, c'est qu'avec la nouvelle présidence de la Banque africaine de développement, il faut intégrer l'ensemble du système financier en partant de cette banque de développe-



Adama Mariko

ment majeure qu'est la BAD. Il faut également renforcer les banques nationales, augmenter leur capital, leur permettre d'accéder aux marchés financiers et de fonctionner en tant qu'institutions indépendantes.

Quelles sont vos priorités pour Finance in Common ?

Nous cherchons à donner une voix à ces banques dans l'architecture financière internationale. Il s'agit donc d'accompagner leur représentation au niveau mondial, car elles sont souvent peu visibles et ignorées. Grâce à la coalition Finance in Common, elles participent désormais aux négociations du G20, des Nations unies, et autres rencontres internationales. Elles ont ainsi une place dans les grands débats globaux. Il n'y a plus de distinction entre banques multilatérales, nationales ou régionales, africaines, asiatiques ou latino-américaines : nous avançons en-

semble.

Ensuite, nous voulons renforcer la capacité institutionnelle des banques publiques, notamment en augmentant leur capital, en les rendant plus actives sur les marchés financiers, plus solides. Enfin, nous avons pour mission de regrouper ces banques en coalitions thématiques afin de favoriser les synergies et les échanges de savoir-faire. Une banque peut appartenir à plusieurs coalitions. Par exemple, sur la question du financement de l'eau, elle peut apprendre de l'expérience d'une banque mexicaine ou indienne dans une logique de coopération Sud-Sud, ou monter des projets transfrontaliers ou régionaux via la coalition thématique sur l'eau. Il existe également une coalition dédiée à l'agriculture, très active, créée en 2021, et qui regroupe des banques publiques volontaires. Certaines sont spécialisées dans l'agriculture, d'autres plus généralistes avec un portefeuille agricole. Le FIDA et l'AFD ont uni leurs forces pour créer cette coalition des banques agricoles, visant le financement de systèmes agricoles durables. Elle aide les banques à développer des outils d'assistance technique et à financer leur mise en œuvre. Par exemple, une banque au Malawi ou au Mali peut chercher à financer efficacement des portefeuilles agricoles durables. D'autres banques peuvent l'y aider en partageant leurs produits, techniques, formations ou en offrant un appui financier pour renforcer les équipes, améliorer les outils et déployer les solutions.

La coalition sur l'agriculture donne-t-elle des résultats satisfaisants ?

La coalition fonctionne bien. Elle a été lancée en 2021. Après une phase de recherche de financements, au cours de laquelle j'ai personnellement si-

gné une première subvention d'un million d'euros accordée par le FIDA, ce dernier a mobilisé d'autres ressources, mis en place un secrétariat et lancé un site internet. Aujourd'hui, 151 membres y sont actifs, avec des activités régulières. Des équipes ont été recrutées pour animer la coalition, qui déploie désormais ses premiers financements.

Quels impacts concrets cette coalition thématique «Agriculture» peut-elle avoir sur le secteur agricole en Afrique ?

Ce ne sont pas des impacts immédiats, même si certains peuvent l'être, mais ils s'inscrivent plutôt dans le long terme. Imaginez un pays dont le ministère de l'Agriculture dispose d'un plan ambitieux. Financer l'agriculture est complexe, un peu comme le financement des villes. Acheter une voiture ou une maison est relativement simple, créer une entreprise aussi, mais financer des intrants agricoles est plus compliqué. Les résultats attendus dépendent de nombreux facteurs : marchés internationaux, aléas climatiques, risques d'inondation, etc. Ce n'est pas le métier habituel d'un banquier classique. Une banque de développement peut apprendre ce métier, former ses équipes, créer des outils d'évaluation de la rentabilité des systèmes agricoles, ce qui améliore la qualité du financement.

Parfois, on pense qu'il suffit d'avoir de l'argent. Mais si les fonds sont mal utilisés, ils deviennent inefficaces. Structurer ces banques est donc une étape préalable essentielle. L'impact immédiat, c'est l'amélioration de la capacité des banques africaines à financer des systèmes agricoles durables.

*Entretien réalisé par
Joseph Mensah-Boboe.*



DES FAITS, DES IDÉES,
UN AVENIR À CONSTRUIRE

Bimensuel et site internet d'information

www.imaginedemain.tg

redaction@imaginedemain.tg

Comprendre aujourd'hui, bâtir l'avenir

LA LONATO ACCUEILLE LA 30^È TRANCHE COMMUNE ENTENTE : DES MILLIONS EN JEU, UNE ŒUVRE SOCIALE ET UN APPUI À L'ENTREPRENEURIAT

Le Togo, à travers la Loterie Nationale Togolaise (LONATO), accueille et organise cette année la 30^È édition de la Tranche Commune Entente, après celle de 2024 tenue au Bénin. Ce jeu, commun aux cinq loteries nationales des États membres du Conseil de l'Entente (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo), est commercialisé chaque année afin de permettre aux populations de cette zone géographique de concourir, de gagner de gros lots et de bénéficier d'œuvres sociales communautaires.

Créée le 31 juillet 1970, la Tranche Commune Entente reposait à l'origine sur un ticket à gratter. Mais depuis 2024, ce format a été remplacé par un tirage adossé à un jeu de tirage et devient Tirage Commun Entente. Au Togo, c'est la « LOTO SUPER » qui est retenue pour servir de support à ce tirage. Celui-ci se déroule chaque jeudi à 18 heures.

« La particularité de cette 30^È édition, c'est qu'elle est organisée au Togo. Nous allons pouvoir accueillir avec hospitalité les gagnants des loteries nationales des quatre autres pays qui viendront pour le grand tirage régional », s'est réjoui Justin Amedome, directeur Marke-

ting et de l'Innovation de la Loterie Nationale Togolaise.

Depuis 2019, le programme Tranche Commune Entente poursuit trois objectifs. Le premier concerne la satisfaction de la clientèle, à travers les nombreux gains à remporter. Le second repose sur la construction d'une infrastructure de développement dans le pays hôte. Enfin, le troisième axe vise à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans l'espace du Conseil de l'Entente.

La satisfaction des parieurs

La compétition se déroule en deux étapes : d'abord la phase de campagne, puis une apothéose le vendredi 28 novembre 2025 au Togo, avec le grand tirage régional.

Durant la période de campagne, qui s'étend du 9 au 30 octobre, quatre tirages au sort informatisés, soit un chaque jeudi, désigneront quarante gagnants. Quatre d'entre eux seront sélectionnés pour le Programme Extraordinaire Régional (PER) et trente-six autres pour le Programme National Harmonisé (PNH).

Pour participer, les clients doivent miser au moins 500 FCFA sur un ticket de LOTO SUPER et communiquer leur numéro de téléphone actif au vendeur lors de la prise de pari. Cette exigence permet à la LONATO de contacter rapidement les heureux gagnants.

« C'est très simple, résume



Justin Amedome, directeur Marketing et de l'Innovation de la LONATO.

M. Amedome. La LONATO a choisi le LOTO SUPER, tiré à 18 heures, pour ce programme. Il suffit de miser 500 FCFA sur ce jeu et de communiquer votre numéro de téléphone au vendeur. Ensuite, laissez la chance faire le reste.»

Chaque tirage permettra d'identifier un gagnant du PER et neuf gagnants du PNH.

Le 28 novembre prochain, les quatre qualifiés du PER au Togo, qui vont recevoir une prime de 200 000 FCFA, s'affronteront avec les seize autres gagnants venus des quatre autres pays pour se partager vingt lots dont les montants varient entre deux millions et vingt millions de FCFA. Les finalistes séjourneront pendant une semaine dans un hôtel au Togo lors du grand tirage, et chacun repartira avec un lot. Même les moins chanceux recevront au minimum deux millions de FCFA.

Du côté du Programme National Harmonisé, les trente-six gagnants se partageront des

récompenses dont les montants s'échelonnent entre 100 000 et 500 000 FCFA.

Une œuvre sociale à réaliser

Conformément au texte fondateur de la Tranche Commune Entente, et fidèle à leur slogan « les lots aux heureux gagnants et le bénéfice à la nation tout entière », les loteries nationales dans les cinq pays doivent mettre en commun leurs moyens pour réaliser une infrastructure communautaire dans le pays qui accueille l'édition.

Cette année, les cinq loteries nationales mobiliseront donc 125 millions de FCFA pour la construction d'un centre médico-social au profit de l'Université de Kara.

Le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes

La TCE est aussi un appel à projets lancé dans le cadre d'un concours dénommé « Jeunes et Entrepreneuriat » et « Femmes et Activités Génératrices de Revenus (AGRs)»,

destiné à soutenir les initiatives économiques locales.

Ce concours a pour objectif de récompenser des jeunes et des femmes entrepreneurs. Il prévoit de primer les projets de création d'entreprises de dix jeunes, femmes et hommes, chacun recevant deux millions de F CFA, ainsi que des projets d'activités génératrices de revenus portés par vingt femmes, qui recevront chacune un million de FCFA.

Le coup d'envoi de cette grande aventure communautaire est prévu pour le 9 octobre 2025.

« J'invite les parieurs et toute la population à profiter de ces occasions offertes au Togo. D'abord, en jouant entre le 9 et le 30 octobre. Ensuite, j'encourage particulièrement les femmes porteuses de projets à participer aux programmes de promotion de l'entrepreneuriat portés par le Conseil de l'Entente », a conclu le directeur marketing de la LONATO.

Raphael A.

TCE 2025 : COMMENT JOUER ET GAGNER ?

Pour participer à la TCE 2025, il faut :

- Effectuer un jeu d'un montant minimum de cinq cents (500) FCFA par ticket, sur l'un des quatre (04) tirages de LOTO SUPER dédiés à la TCE ;
- Communiquer obligatoirement son numéro de téléphone actif au vendeur lors de la prise de pari, afin que la LONATO puisse joindre le parieur aussitôt après le tirage, si son ticket est gagnant ;
- Conserver les tickets éligibles jusqu'au tirage au sort ;
- Vérifier si ses numéros de ticket figurent sur les résultats du tirage au sort, dans les points de vente agréés ou dans les agences de la LONATO ;
- Se rendre dans une représentation de la LONATO pour se faire enregistrer, avant le paiement de son gain, en cas de ticket gagnant à la fois au LOTO SUPER et au tirage TCE.

QUELS LOTS EN JEU ?

Les gagnants du PER remporteront :

- Une prime de voyage de deux cent mille (200 000) F CFA

La participation au grand tirage régional pour remporter un des lots suivants :

- Un (01) lot de 20 000 000 F CFA
- Un (01) lot de 10 000 000 F CFA
- Trois (03) lots de 5 000 000 F CFA
- Quatre (04) lots de 4 000 000 F CFA
- Cinq (05) lots de 3 000 000 F CFA et
- Six (06) lots de 2 000 000 F CFA.

Les gagnants du PNH remporteront, en tout, pour les quatre tirages, les lots suivants :

- Quatre (04) lots de 500 000 francs
- Huit (08) lots de 300 000 francs
- Huit (08) lots de 200 000 francs
- Seize (16) lots de 100 000 francs.

QUE RETENIR DE LA TCE 2025 ?

- La TCE 2025 est organisée autour de deux programmes : le Programme Extraordinaire Régional (PER) et le Programme National Harmonisé (PNH).
- Pendant la campagne TCE 2025, qui se déroulera du 9 au 30 octobre, la LONATO effectuera quatre (4) tirages au sort à l'aide d'un programme de tirage au sort informatisé, afin de désigner les gagnants du PNH et du PER.
- Il est important de noter que TOUS les tickets des clients ayant rempli les conditions de participation (voir encadré « Comment participer ? ») constitueront la base de données du tirage informatisé TCE 2025.
- Chaque tirage désignera un (1) gagnant du PER et neuf (9) gagnants du PNH. Concrètement, le premier ticket tiré au sort sera celui du gagnant du PER, suivi des neuf (09) tickets suivants qui seront les gagnants du PNH.
- Au total, quarante (40) gagnants seront tirés au sort, soit quatre (4) pour le PER et trente-six (36) pour le PNH.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Adéquation formation-emploi : ce que propose l'institut « **Univers XOESE** » à Lomé avec l'adoption des « **Open Badges** »

Corréler la formation et l'emploi est la priorité de l'institut d'enseignement supérieur « l'Univers du Leadership International de XOESE » (Univers XOESE), basé à Lomé, dans le quartier Attiégo.

L'établissement, qui dispose d'un agrément de l'État togolais, est à la fois un lieu de transmission des connaissances théoriques et un cadre de formation pratique, adapté aux besoins du marché du travail, pour faciliter l'insertion professionnelle de ses diplômés.

Ouvert l'an dernier, l'institut adopte cette année, dans le pay-

Les étudiants auront à faire de la pratique pendant la formation, au-delà de la théorie, et pourront compléter leur expertise plus tard, avec des stages. C'est un système qui fait le mix entre la formation théorique et pratique », a déclaré Alphonse Niamien, enseignant-chercheur à l'Université de Toulouse et partenaire académique de l'Univers XOESE.

Open Badges : une innovation au service de la reconnaissance et de la motivation

L'Open Badge facilitera l'insertion professionnelle des diplômés et leur mobilité interna-



Alphonse Niamien (à gauche) et Massan d'Almeida

sage académique togolais, les « Open Badges » : une approche innovante permettant aux étudiants d'acquérir non seulement des connaissances, mais aussi des compétences pratiques dans leur domaine.

L'objectif recherché par l'Univers XOESE est de rendre les étudiants immédiatement opérationnels sur le marché de l'emploi. L'adoption des Open Badges, développés en partenariat avec des enseignants-chercheurs de l'Université de Toulouse (France), permettra de certifier officiellement les compétences acquises.

L'année académique 2025-2026 s'ouvrira avec cette nouvelle approche. Première initiative de ce type au Togo, ce système vise à alterner enseignement classique et formation professionnelle pratique, en vue de renforcer l'employabilité des jeunes diplômés.

« L'Open Badge est une approche qui permet de diplômer des étudiants qui cumulent connaissances et une expertise.

tionale. Le principal avantage, c'est que l'Open Badge, dans sa pédagogie, donne déjà une expérience professionnelle de base et répond à l'exigence du LMD visant à concilier formation et monde professionnel. Un étudiant formé en mode Open Badge peut trouver un emploi avant la fin de ses études, et sait comment se positionner sur le marché du travail. Il faut aller vers le concret et ne plus perdre de temps, a ajouté l'enseignant-chercheur.

En misant sur l'approche Open Badges, l'Univers XOESE, créé par la Fondation XOESE, vise à améliorer le système de formation et à doter le monde du travail des compétences dont il a réellement besoin.

« Dans la vision du projet universitaire, nous avons voulu faire l'éducation autrement. Après une étude comparative rigoureuse des compétences à diplômes égaux, issues des universités du Togo, de la sous-région et d'ailleurs, nous avons cherché à introduire dans le

UNIVERS DU LEADERSHIP INTERNATIONAL DE XOESE

Institut d'Enseignement Supérieur

PREMIÈRE ÉCOLE DU LEADERSHIP MANAGERIAL AU TOGO

Année Académique 2025-2026

VOTRE AVENIR COMMENCE ICI
CHOISISSEZ L'EXCELLENCE AVEC UNIVERS XOESE

BTS LICENCE MASTER

Adoption des OPEN BADGES
Développé en collaboration avec des chercheurs de l'université de Toulouse

NOS ATOUTS

- Diplômes reconnus par l'État
- Stages obligatoires à chaque niveau
- Préparation au concours national BTS (candidats libres)
- Professeurs de grands rangs & experts internationaux
- Accompagnement pour l'insertion professionnelle
- Permis obligatoire pour toutes les filières
- Matériels informatiques et salles connectées

AGRÈMENT N°023/2025/MESR/SG/DES
(+228) 92 37 37 18 / 97 48 05 05
contact@univers-xoese.org

univers-xoese.org
@univers-xoese
Attégo, Rue 393, N12

système togolais ce qui faisait défaut depuis longtemps. L'approche par l'Open Badge nous a semblé pertinente car elle permet de traduire concrètement, pendant le cursus éducatif, ce qui est nécessaire pour que nos diplômés soient immédiatement opérationnels sur le marché de l'emploi », a indiqué Mme Massan d'ALMEIDA, fondatrice de l'Univers du Leadership International de XOESE.

L'institut, dont la vision est de réinventer l'éducation, propose des formations professionnelles avec un accompagnement vers l'emploi et l'international, ainsi que des certifications recherchées par les entreprises. Selon ses responsables, chaque étu-

diant pourra obtenir un ou plusieurs badges pour valoriser ses réalisations, ses compétences et ses expériences de stage.

L'Univers XOESE propose des BTS, des licences et des masters dans plusieurs filières. En sciences économiques et de gestion, les étudiants peuvent se former en commerce international, comptabilité contrôle & audit, finance banque assurance, gestion commerciale et marketing, organisation et gestion des ressources humaines, transport et logistique. En sciences juridiques, politiques et de l'administration, les programmes couvrent le droit privé, le droit public et l'administration générale. Dans le domaine des

sciences de l'information et de la communication, l'institut propose des formations en communication des organisations, journalisme, communication visuelle, publicité et arts graphiques. Enfin, en sciences de l'ingénieur, les spécialités portent sur les systèmes et réseaux informatiques ainsi que sur la sécurité informatique.

Les diplômes délivrés par l'Univers XOESE sont reconnus par l'État togolais. La rentrée académique 2025-2026 est fixée au 13 octobre 2025. Les inscriptions sont ouvertes et se tiennent au siège de l'établissement à Attiégo.

Joseph MB

IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Récépissé N°0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018



Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE
Boboejoseph@gmail.com
Tél : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIKA Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de rédaction
Joseph Mensah-Boboe
Anika Koffi Amen (Amen le Saint)
ESSESSI Émile Credo
Armand K

Mise en page
A. Maxime (+228 91 08 91 02)

Imprimerie
Light Print, Ot Forever
1000 exemplaires

Service commercial
+228 70353590 / 93231786 / 79483748

Distribution
Damali Kossi

Contact
Avépozo Ibomonou
Tél : (+228) 70353590 / 93231786

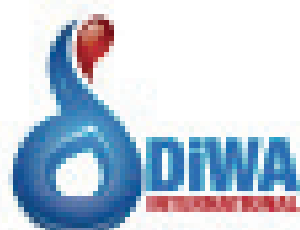
Trucks for life

ISUZU

QLR



**BIENTÔT
DISPONIBLE**







 ISUZU by Diwa
 
 Diwa International

info@diwa.tg

[+228 92 22 75 75 / 22 61 27 78 / 77](tel:+22892227575)

